

La gouvernance du Net dans tous ses États : « L'affaire Snowden a mis le feu aux poudres »

Publié le 17 mars à 12h31 par Guénaël Pépin



Depuis l'affaire Snowden, nombre d'États voudraient enlever aux États-Unis le pouvoir qu'ils exercent sur la fabrique d'Internet, pour se la réapproprier. En France, le sujet est encore abordé timidement, même si le débat se formalise. Lundi 10 mars, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) accueillait la première édition française du Forum de la gouvernance Internet (FGI France), où étaient abordés nombre de problèmes du réseau des réseaux, dont sa gestion

américaine.

Le cœur du problème : l'ICANN (Internet Corporation for assigned names and numbers), l'organisme mondial qui gère depuis quinze ans les réserves d'adresses IP et le système des noms de domaine. Il est censé regrouper l'ensemble des acteurs d'Internet : entreprises, États et société civile. Il dépend pourtant directement du département américain du commerce et défendrait concrètement un Internet occidental, voire américain.

Face à ce modèle « multi-acteurs » sous contrôle américain, certains pays préféreraient un modèle « multi-latéral », un Internet directement contrôlé par les États. C'est la position portée notamment par la Russie ou la Chine, des pays connus pour leur respect des libertés en ligne. Jusqu'ici, cette volonté de mainmise des gouvernements était marginalisée, face au modèle plus libre représenté par les USA.

Problème : l'espionnage mondial de la NSA, révélé par Edward Snowden, a gravement entamé la légitimité des États-Unis. La Russie a repris son offensive et d'autres pays se sont ralliés à cette position, comme le Brésil, en pointe de la lutte contre « la mainmise américaine » sur Internet. L'ICANN est donc sous pression, pour maintenir sa gouvernance « multi-acteurs ».

Vendredi 14 mars, le département américain du commerce a annoncé vouloir briser la dépendance contractuelle de l'ICANN aux États-Unis. Cela pour une transition vers un modèle où tous les acteurs d'Internet seraient représentés équitablement, et non juste les gouvernements. Cette annonce surprise précipite d'ailleurs un processus déjà engagé par l'institution, quelque peu dans l'urgence.

En octobre, les principaux organismes gérant Internet ont annoncé vouloir s'émanciper des États-Unis. Un coup de théâtre accompagné d'un autre : l'ICANN organisera en avril un sommet mondial sur la gouvernance d'Internet, au Brésil ! Un sommet décidé en moins d'une heure lors d'une rencontre entre Fadi Chehadé, le patron de l'ICANN, et la présidente brésilienne Dilma Rousseff... Un coup de folie inquiétant, pour certains. Pour y voir plus clair, voici quelques questions posées à Stéphane Van Gelder, président du comité de nomination de l'ICANN et coorganisateur du FGI France, le 10 mars.

ElectronLibre : Fadi Chehadé a décidé relativement seul, en une discussion avec la présidente brésilienne Dilma Rousseff, d'organiser un sommet sur la gouvernance d'Internet en avril au Brésil. Est-ce qu'une décision aussi unilatérale n'alimente pas les doutes sur la

Vous avez souscrit à un accès au contenu intégral du site et à la newsletter.

Nos offres

En direct du web :

13/03/2014 - 'Dot-Sucks' Internet Domain Idea Just Plain Sucks, Sen. Rockefeller Says - *The Wrap*

11/03/2014 - FGI 2014 : la neutralité du Net, "ça dépend" - *ZDNet - Business et Solutions IT*

04/03/2014 - Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la Net Neutralité - *ZDNet - Business et Solutions IT*

Sur Twitter :

@ArnaudJolif : Neutralité du web: Les Etats-Unis acceptent une gouvernance mondiale d'Internet <http://t.co/dY7dYKp8cR> via @journaldunet il y a 2 heures

[En voir plus sur Twitter](#)

L'agenda

Conférence de presse du Syndicat National de l'Édition

Le 17/03/2014 de 11h00 à 12h00

Prix de la Création Musicale du CSDM

Le 07/04/2014 de 19h30 à 21h00

Indicateurs

Classement radio MediaForest du 23/02/2014 au 03/03/2014

Mix France International

1. "HAPPY" par PHARELL WILLIAMS
2. "INSTANT CRUSH" par DAFT PUNK FEAT. JULIAN CASABLANCAS
3. "DERNIERE DANSE" par INDILA
4. "SIRENS CALL" par CATS ON TREES
5. "HEY BROTHER" par AVICII
6. "CANT REMEMBER TO FORGET YOU" par SHAKIRA FEAT. RIHANNA
7. "ROYALS" par LORDE
8. "SOMEWHERE ONLY WE KNOW" par LILY ALLEN
9. "COUNTING STARS" par ONEREPUBLIC
10. "TIMBER" par PITBULL FEAT. KESHA

légitimité de l'ICANN pour représenter tout le monde ?

- Stéphane Van Gelder : En ce moment à l'ICANN, un vrai changement de mentalité s'opère dans le management. Fadi Chehadé bouscule beaucoup d'habitudes, y compris des habitudes de gens qui (dans un environnement très américano-anglosaxon) avaient l'habitude d'être systématiquement consultés et d'être capables de freiner des avancées « non-désirables ». Aujourd'hui, c'est vrai qu'il y a un vrai plongeon en avant de Fadi Chehadé, qui donne l'impression d'avoir pris des décisions seul, y compris cette réunion au Brésil.

Oui, ça pose des problèmes dans le cadre du modèle de gouvernance de l'ICANN, qui est censé être inclusif. Là, la décision n'a pas été inclusive. Ça pose aussi la question de ce qu'on veut quand on nomme un président à l'ICANN. Est-ce qu'on veut qu'il travaille activement à faire changer les choses, en lui faisant confiance, ou est-ce qu'on juge que c'est un pantin qui doit référer de toutes les décisions à la communauté ? Ce sont un peu ces deux visions qui s'entrechoquent aujourd'hui, à l'intérieur et à l'extérieur de l'ICANN.

Au sein du collège où je siége, beaucoup de sociétés américaines majeures s'inquiètent énormément de la direction actuelle de Fadi. Elles demandent « Pourquoi et comment a-t-il pu décider de manière unilatérale du sommet ? ». On a été informés d'une décision du comité de direction l'autorisant à le faire après l'annonce officielle... Pour l'instant, on est en tension dynamique. Il y a une autre question : pourquoi les Brésiliens veulent-ils ce sommet ?

EL : J'allais vous le demander...

- SVG : Les Brésiliens partent d'une position simple. Ils sont pour le modèle multi-latéral, une gestion d'Internet par les gouvernements. Cela dans le cadre des réunions à huis clos de l'ONU. L'ICANN, lui, a un modèle multi-acteurs [qui inclut États, société civile et entreprises, ndr], qui est le seul pour l'instant à permettre une gouvernance participative.

Après la réunion entre Fadi Chehadé et Dilma Rousseff, le discours brésilien a changé : ils se présentent plus en faveur du modèle multi-acteurs et expliquent que la réunion servira à planifier cette gouvernance multi-acteurs. Ma peur, c'est que les personnes qui souhaitent que ce modèle multi-acteurs perdure ne tombent dans un guet-apens. Est-ce que le Brésil a joué de sa position de force, avec dans sa poche maintenant le président de l'ICANN, pour marteler une gouvernance d'Internet par les gouvernements ?

EL : Est-ce qu'au fond, le problème n'est pas d'avoir l'ICANN au centre de la gouvernance d'Internet, peu importe son éloignement des États-Unis. ?

- SVG : Je ne suis pas sûr que le modèle de l'ICANN gêne beaucoup de monde, hormis certains gouvernements, et encore. Si l'ICANN reste sur ses trois domaines, à savoir la gestion des adresses IP, les noms de domaine et les protocoles afférant, je ne crois pas que ça gêne énormément de monde. Je ne pense pas que la question soit le modèle de l'ICANN, mais de savoir si on peut avoir une gouvernance qui soit vraiment multi-acteurs et vraiment internationale ; où les Américains n'ont pas leur sorte de mainmise sur le modèle.

« Plus de Français au sein de ce mécanisme »

EL : On entend souvent qu'il n'y a pas assez de membres de la société civile ou d'entreprises qui ne soient pas américaines au sein de l'ICANN. Est-ce que l'équilibre actuelle vous convient ? Comment le verriez-vous changer ?

- SVG : Est-ce que ça me convient ? Non. Il ne faut pas oublier que cette gouvernance s'est faite loin d'une certaine catégorie de personnes, la société civile, mais aussi d'autres... Les Français impliqués dans l'ICANN, moi et d'autres, on pousse toujours pour qu'il y ait plus de Français au sein de ce mécanisme. Même si certains Français sont là depuis longtemps, il faut avouer que la France est assez en retard dans son implication.

Je suis très attaché à ce que le modèle de demain permette l'équilibre entre les acteurs, comme il l'est censé aujourd'hui. Pour cela, il faut donner les moyens de participer aux acteurs qui ne le peuvent pas. C'est le problème sur lequel on a buté dans le cadre des nouvelles extensions de noms de domaine [pour lequel il fallait monter des dossiers coûteux]. Les acteurs des pays émergents ou moins favorisés en sont relativement absents, alors que Google ou Amazon sont tout puissants sur ce programme. Globalement, l'innovation européenne existe, mais par de tous petits acteurs, à des échelles de 1 pour 1000... Le même problème se pose pour la gouvernance.

**EL : En parlant des forums de la gouvernance Internet, quel est l'intérêt de les organiser ?
Peuvent-ils vraiment influencer sur l'avis des décisionnaires ?**

- SVG : Il y a deux choses : les forums mondiaux [dont le dernier a été organisé en octobre à Bali, peu après l'annonce du sommet brésilien] et les forums locaux [comme celui organisé à Paris]. Ça fait dix ans que nous parlons du forum que nous organisons ici à Paris... Et beaucoup de gens se demandent à quoi ça sert, surtout quand il n'en sort pas de décision concrète. Ça sert à ce que des gens, qui ne se rencontrent pas normalement, se comprennent mieux et s'entendent. Quand vous y arrivez, vous commencez à construire des solutions qui conviennent à plus de monde.

« la présence d'un ministre ne ferait pas de mal... »

EL : Est-ce qu'il y a eu une prise de conscience de la part de l'Europe sur ces enjeux, depuis les annonces d'octobre ?

- SVG : Il n'y avait pas de manque de conscience. En revanche, l'Europe me semble beaucoup plus musclée dans son discours. Vous avez vu des positions qui sont dans la droite lignée de ce que dit le Brésil. L'affaire Snowden a mis le feu aux poudres, tout le monde se sent autorisé à dire ce qu'il n'osait pas dire avant. L'Europe n'a pas hésité à dire que la gouvernance d'Internet par un seul pays n'est plus possible, tout en étant favorable au modèle multi-acteurs. La Commission européenne et DG Connect, le service qui s'occupe de ces affaires, comprennent bien ces enjeux et parlent.

Depuis deux, trois ans, on a vu l'Europe arriver dans le comité gouvernemental de l'ICANN et ils ont été extrêmement offensifs dans les débats. D'où l'intérêt des forums sur la gouvernance Internet, qui nous permettent d'interagir avec ces gens-là, pour qu'ils comprennent et défendent nos points de vue. La Commission européenne est très demandeuse de ces retours et construit ses interventions au comité gouvernemental de l'ICANN en intégrant en filigrane ces positions.

D'ailleurs, même s'il y a des représentants du gouvernement à ce FGI, comme David Martinon, la présence d'un ministre ne ferait pas de mal...

EL : Certains des éléments discutés ici recourent une table ronde organisée début 2013 à Bercy par Fleur Pellerin... Est-ce que ce n'est pas le fait que le FGI soit une initiative plutôt internationale qui fait peur au gouvernement ?

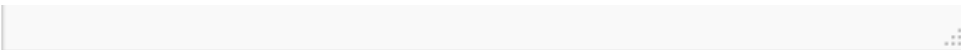
- SVG : Je vais le dire autrement : on sent un esprit de concurrence, parfois, qui à mon sens n'a pas lieu d'être. « Le Conseil national du numérique devrait-il plutôt être l'instance où on parle de ce genre de choses ? L'IGF qu'est-ce que c'est ? Qui a demandé à ces gens-là de faire ça ?... » Oui, on sent un petit peu ça, c'est le premier forum, je pense qu'il faut que les mentalités évoluent.



Laisser un commentaire

Connecté en tant que **Guénaël Pépin**. [Se déconnecter ?](#)

Commentaire



Laisser un commentaire

<i>Articles récents</i>	<i>Commentaires récents</i>	<i>Tous les articles</i>	<i>Le site</i>
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La gouvernance du Net dans tous ses États : « L'affaire Snowden a mis le feu aux poudres » ▪ Mediapart, 6 ans et tout son mordant ▪ France Télévisions veut se refaire une jeunesse ▪ France Télévisions : parité bien ordonnée... ▪ Musique en ligne, la guerre des métadonnées est déclarée ▪ TNT payante : chronique d'une mort annoncée ▪ L'entêtement de l'OTT de la vidéo du futur 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pierre-Marie Christin démissionne de la direction de France Info ElectronLibreElectronLibre dans Radio, RTL historiquement faible ▪ Canal Plus lance un Facebook video ElectronLibreElectronLibre dans Dailymotion, la vente à Canal Plus ▪ beIN Sports s'empare aussi de la Coupe du Monde Mediasports dans Beinsport s'empare aussi de la Coupe du Monde ▪ LCI, Paris Première sur le gratuit : La méthodologie du CSA ElectronLibreElectronLibre dans François Morinière, porte voix des « petites » chaînes indépendantes ▪ Rdio remercie The Echo Nest ElectronLibreElectronLibre dans Musique en ligne, la guerre des métadonnées est déclarée 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ mars 2014 (140) ▪ février 2014 (213) ▪ janvier 2014 (244) ▪ décembre 2013 (238) ▪ novembre 2013 (286) ▪ octobre 2013 (263) ▪ septembre 2013 (276) ▪ août 2013 (108) ▪ juillet 2013 (263) ▪ juin 2013 (385) ▪ mai 2013 (296) ▪ avril 2013 (328) ▪ mars 2013 (332) ▪ février 2013 (365) ▪ janvier 2013 (421) ▪ décembre 2012 (413) ▪ novembre 2012 (504) ▪ octobre 2012 (491) ▪ septembre 2012 (349) ▪ août 2012 (21) ▪ juin 2012 (1) ▪ septembre 2011 (1) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ À propos ▪ Mentions légales ▪ Contact ▪ Publicité

